

PREFECTURE DU DOUBS

République Française

Direction des Affaires Décentralisées,
de l'Urbanisme et de l'Environnement
4ème Bureau
SB/NG

Affichage :
6/07/89

ARRETE 89/DADUE/4B/N° 3090

Le Préfet de la Région de Franche-Comté,
Préfet du Département du DOUBS
Officier de la Légion d'Honneur,

- VU la loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 5592 du 18 Août 1981 autorisant la société ALPHACOUSTIC à exploiter une usine de fabrication de laine de roche et de panneaux isolants sur le territoire de la commune de PONTARLIER et particulièrement son article 4.3 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 862 du 1er Mars 1983 imposant des prescriptions complémentaires à Monsieur le Directeur de la S.A. ALPHACOUSTIC en vue de réglementer la pollution gazeuse de son établissement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 1486 du 12 Avril 1988 imposant des prescriptions complémentaires applicables à la société ARMSTRONG ALPHACOUSTIC pour l'exploitation d'un nouveau procédé de fabrication de perlite expansée ;
- VU la demande du 4 Novembre 1988 exprimée par Monsieur le Directeur de l'usine ARMSTRONG ALPHACOUSTIC de PONTARLIER en vue de modifier le système de contrôle en continu des effluents gazeux et complété le 7 Avril 1989 ;
- VU l'avis et les propositions de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Région de Franche-Comté, Inspecteur des Installations Classées en date du 3 mai 1989 ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 7 juin 1989 ;
- Le Pétitionnaire entendu ;
- SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1er. - L'alinéa 9 de l'article 4.3 de l'arrêté n° 5592 du 18 Août 1981 ainsi rédigé :

- " Les appareils de mesures suivants doivent notamment être mis en place pour mesurer en continu les caractéristiques des effluents gazeux rejetés :
- un analyseur automatique des gaz de combustion donnant la teneur en dioxyde de carbone ou à défaut d'oxygène,
 - un analyseur en continu de la teneur en poussière, d'un modèle agréé par le Ministre chargé des Installations Classées ayant reçu le certificat de qualification délivré par le bureau national de métrologie ;
 - un analyseur en continu de la teneur des gaz en hydrogène sulfuré et en dioxyde de soufre d'un modèle choisi en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées, la fréquence des analyses de ces composés sera définie en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées."

est remplacé par l'alinéa suivant :

- " Les paramètres suivants seront mesurés dans les conditions prévues à l'article 4.7 de l'arrêté du 18 Août 1981 susvisé :

- CO

- Poussières

- SO₂

- H₂S

ARTICLE 2. -

2.1. L'unité de fabrication de laine de roche mentionnée à l'article 2.1. de l'arrêté du 18 Août 1981 précité est composée :

- d'une ligne principale comprenant un cubilot à vent chaud, un cyclône, un filtre à manches, un incinérateur des gaz,
- d'un cubilot de secours dont le traitement des gaz se fait uniquement par dépoussiérage au travers d'un multicyclônes.

2.2. Le cubilot de secours décrit à l'article 2.1 ci-dessus ne doit jamais être utilisé durant un arrêt technique de la chaîne principale mais uniquement lorsque celle-ci subit un arrêt consécutif à une panne.

Dans ces conditions, les périodes ininterrompues de fonctionnement du cubilot de secours pendant lesquelles les teneurs en polluants dépassent les valeurs fixées à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 1er mars 1983 devront être d'une durée cumulée sur une année inférieure à 15 jours.

ARTICLE 3.- NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire. Il sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Pontarlier et tenue à la disposition du public. Cet arrêté sera affiché pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitant peuvent être consultées, sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 4.- DELAI ET VOIE DE RECOURS

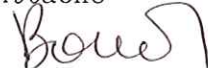
La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4.- EXECUTION ET AMPLIATION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Doubs, le Maire de Pontarlier, le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche, Région de Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera également faite à :

- M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Pontarlier,
- M. le Directeur départemental de l'Equipement,
- M. le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le Directeur départemental du travail et de l'emploi,
- M. le Directeur départemental des services d'incendie et de secours.

Pour ampliation,
Par délégation,
L'Attaché


Sylvie BAUD



Besançon, le 6 juillet 1989

Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-Michel MEHNERT